



**GLOBAL
INITIATIVE**

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

LA ZONE GRISE

L'engagement militaire, mercenaire
et criminel de la Russie en Afrique

JULIA STANYARD | THIERRY VIRCOULON | JULIAN RADEMEYER

FÉVRIER 2023

SOMMAIRE

La stratégie de Wagner en Afrique	3
Wagner et le crime organisé russe en Afrique	5
Les intérêts commerciaux et politiques russes en Afrique	6
Études de cas : les opérations de Wagner en Afrique	6
Les partenariats étatiques de Wagner les plus étroits: République centrafricaine et Soudan	7
Engagement principalement mercenaire : Mozambique, Mali et Libye.....	8
Engagement politique et économique : Madagascar et ailleurs.....	9
Nouvelles frontières et corridors logistiques : Burkina Faso, Kenya et Cameroun.....	9
Conclusion et recommandations	9

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le groupe Wagner est devenu en peu de temps la structure la plus influente de l'engagement russe en Afrique aujourd'hui. Le groupe est en premier lieu une société militaire privée (le groupe fournit des contingents de mercenaires) mais il comprend également un réseau d'opérations d'influence politique et des entités économiques telles que des entreprises minières. Contrôlé par un proche allié de Vladimir Poutine de longue date, Evgueni Prigojine, Wagner entretient une relation qui semble mutuellement bénéfique avec l'État russe.

Le groupe a été accusé d'utiliser tous les moyens nécessaires, y compris de nature criminelle, pour atteindre ses objectifs : du recours aveugle à la violence contre les civils dans ses actions militaires, aux campagnes de désinformation et à la fraude électorale, en passant par le trafic à l'échelle industrielle de ressources naturelles, comme l'or et les diamants. Le groupe opère dans la zone grise, qui inclut à la fois l'économie légale et illégale. Fin janvier 2023, le gouvernement américain a désigné Wagner comme une « organisation criminelle transnationale », ce qui permet d'appliquer des sanctions plus larges à l'encontre de Wagner et de ses associés.

Le groupe Wagner est une organisation unique par l'ampleur, la portée et l'audace de ses activités. Cependant, comme ce rapport vise à le montrer, l'émergence de Wagner peut être replacée dans un certain contexte. Les activités et les caractéristiques du groupe reflètent des tendances plus larges dans l'évolution des oligarques et des groupes criminels organisés russes, leurs relations respectives avec l'État russe et leurs activités en Afrique.

Les groupes criminels organisés jouent depuis bien longtemps un rôle important dans le paysage politique russe. Au fil des décennies, les caractéristiques du crime organisé russe ont évolué, de ses origines violentes à une forme de criminalité plus sophistiquée, enchâssée dans l'économie légale. Wagner (avec son réseau opaque de sociétés et d'organisations qui forment le groupe, et la combinaison d'activités légales et illégales) déploie des stratégies dans ses opérations qui reflètent ce type de criminalité plus sophistiquée.

De nombreux oligarques et hommes d'affaires russes entretenant des liens étroits avec le Kremlin sont accusés par les pays occidentaux d'agir dans l'intérêt de l'État russe à l'étranger, au-delà de la simple poursuite de leurs intérêts privés, reflétant une relation étroite entre le monde des affaires et la sphère politique. Le groupe Wagner en est un exemple, puisque nombre de ses activités sont alignées aux objectifs de politique étrangère russe, qui cherche à favoriser l'influence russe à l'étranger et supplanter les intérêts politiques occidentaux.

Suite à l'invasion de l'Ukraine, l'Afrique revêt une importance stratégique accrue pour la Russie, tant sur le plan économique que politique, la Russie se retrouvant isolée par les sanctions occidentales. Ces sanctions ont également pour conséquence de perturber les intérêts économiques russes en Afrique. L'influence politique qu'exerce Wagner (par le biais des divers services qu'il propose aux autocrates au pouvoir) est donc un outil important pour la Russie dans la promotion de ses intérêts économiques et politiques en Afrique.

Ce rapport s'appuie sur des recherches portant sur la République centrafricaine (RCA), le Soudan, le Soudan du Sud, le Kenya, le Cameroun, le Mali, Madagascar et la Libye menées depuis juillet 2022, ainsi que sur d'autres sources provenant du continent. Le rapport fait également appel à un ensemble de documents en source ouverte et d'études sur Wagner et l'évolution des intérêts criminels et commerciaux russes en Afrique. Ces éléments servent de base aux études de cas et à l'analyse générale. Veuillez vous référer à notre rapport complet pour voir l'intégralité des sources d'information qui sous-tendent notre propos.

La stratégie de Wagner en Afrique

Depuis son premier engagement militaire documenté en Afrique fin 2017, Wagner a entrepris une expansion agressive. Le groupe a déployé des troupes dans cinq pays africains (à ce jour), tandis que des groupes liés à Prigojine ont fait leur apparition à plusieurs titres (militaire, économique ou politique) dans plus d'une douzaine de pays africains.

Si certains contingents de Wagner (en RCA et, semble-t-il, en Libye) ont été rappelés de leur déploiement en Afrique pour aller soutenir les efforts vacillants de la Russie en Ukraine, cela n'a apparemment pas empêché Wagner de maintenir son déploiement militaire au Mali (le plus récent de ses théâtres d'opérations militaires), en RCA, au Soudan et en Libye, et de courtiser d'autres nations africaines, comme le Burkina Faso.

La visibilité de Wagner a radicalement changé en 2022. Jusqu'à récemment, les dirigeants russes rejetaient l'existence même de Wagner, et les partenaires africains de Wagner ont également gardé les opérations du groupe secrètes, niant souvent la présence de contingents de Wagner sur leur sol. Cependant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a propulsé Wagner sur le devant de la scène. Prigojine, qui jusqu'au milieu de l'année 2022 avait nié tout lien avec Wagner, a publiquement reconnu avoir fondé le groupe, désormais enregistré sous forme d'entité juridique avec son siège à Saint-Pétersbourg. La transition de Wagner, d'une organisation obscure dont l'existence pouvait être réfutée à une structure publique et centrale aux engagements militaires de la Russie à l'étranger, semble désormais achevée.

Wagner opère en Afrique dans trois grands domaines stratégiques par le biais des entités militaires, économiques et politiques interconnectées qui forment le groupe :

- **Activités mercenaires :** La présence de contingents de Wagner a été documentée au Mali, au Soudan, en RCA, en Libye et (auparavant) au Mozambique. Ces interventions militaires ont été en grande partie au service de gouvernements autocratiques affaiblis à la recherche de soutiens pour lutter contre des insurrections, des groupes rebelles ou des guerres civiles, et ont eu pour conséquence de déloger les anciennes puissances coloniales, comme la France, en tant que principaux partenaires militaires de ces pays (dans le cas du Mali et de la RCA en particulier).

- **Stratégie politique, conseil et influence** : Wagner s'est engagé politiquement dans un plus grand nombre de pays d'Afrique qu'il ne l'a fait militairement. Le groupe a offert stratégies et recommandations d'ordre politique aux dirigeants qui collaborent avec Wagner ; il a mené des missions d'observation électorale biaisées ; déployé des campagnes d'influence politique et de désinformation sur les médias sociaux ; et a interféré dans les élections.
- **Activités commerciales, grises et illicites** : Un réseau de sociétés (principalement des entités minières) liées à Wagner ont également poursuivi des intérêts commerciaux dans des pays où Wagner a fourni un soutien militaire ou politique. Dans certains cas, l'accès aux ressources naturelles a été la contrepartie fournie par les gouvernements africains en échange du soutien mercenaire de Wagner.

Le degré d'engagement de Wagner dans chacun de ces domaines varie d'un pays à l'autre (comme le montre la figure 1) : alors que certains engagements sont de nature plus purement militaire, d'autres se limitent à des rôles politiques et commerciaux.

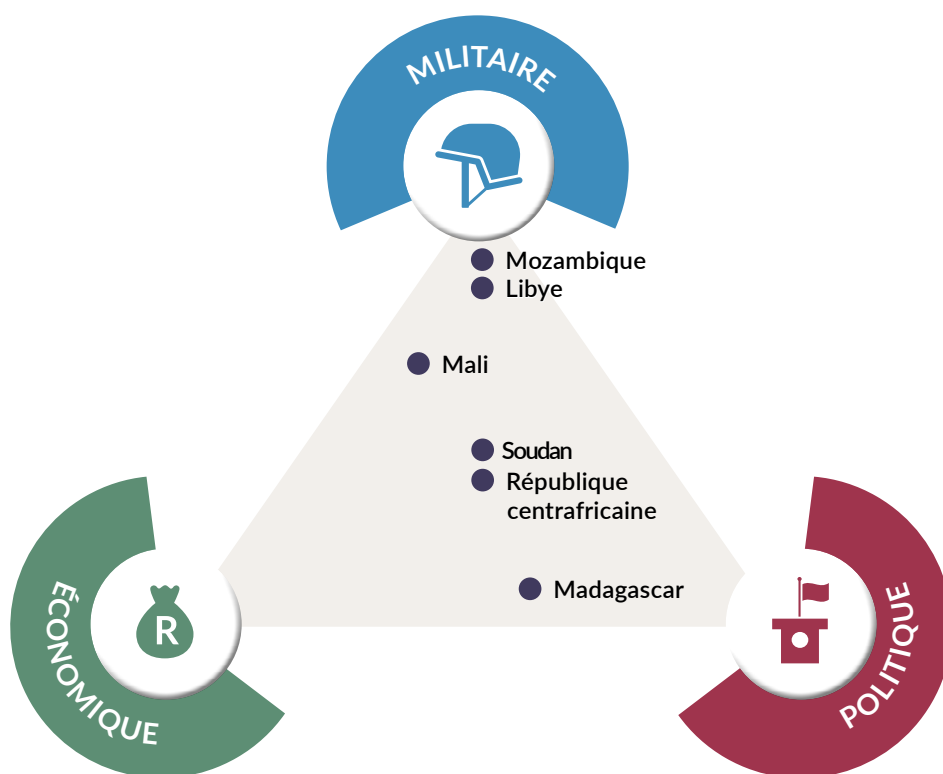


FIGURE 1 Variété des interventions Wagner dans les pays africains.

Les engagements de Wagner en Afrique ont cependant une caractéristique commune : pour atteindre son objectif ultime qui combine profits et expansion de l'influence russe à l'étranger, l'organisation a été accusée d'utiliser tous les moyens nécessaires, y compris l'exploitation de zones grises du point de vue légal et le recours aux activités criminelles. Dans le cadre de ses opérations en Afrique, le groupe est accusé des abus suivants :

- Les mercenaires de Wagner auraient commis de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, y compris des actes de torture et des exécutions de civils.
- Des entreprises liées à Wagner ont été accusées d'exploiter illégalement des ressources minières et de trafic de produits aurifères.

- Les opérations militaires et les importations d'armes par Wagner en Afrique ont été menées en violation des régimes de sanctions imposés par les Nations Unies.
- Des organisations politiques liées à Wagner ont été accusées d'interférer illégalement dans des élections à l'étranger et de propager de la désinformation.
- En tant qu'organisation mercenaire, le groupe opère dans une zone grise du droit. Malgré la place importante de Wagner, les sociétés militaires privées ne sont pas légales en vertu de la loi russe.

Wagner et le crime organisé russe en Afrique

Le groupe Wagner aujourd'hui partage certaines caractéristiques avec le crime organisé russe et ses activités à l'étranger.

Les études consacrées à la criminalité organisée russe décrivent sa considérable évolution au cours des trois dernières décennies, face aux changements économiques et politiques en Russie et à la transformation des relations entre le crime organisé et l'État. Cette évolution a influencé la façon dont le crime organisé russe a développé son empreinte à l'étranger, notamment en Afrique.

Le crime organisé s'est développé de manière agressive en Russie après la chute de l'Union soviétique. Avec la privatisation des entreprises publiques et un État russe affaibli ne disposant pas des ressources nécessaires pour maintenir l'ordre, la criminalité et la violence avaient explosé. Bon nombre des oligarques d'aujourd'hui ont fait fortune pendant cette période violente.

Toutefois, sous l'administration de Poutine, la relation entre le crime organisé, les oligarques et l'État a changé. Les groupes criminels organisés sont devenus plus subordonnés et contrôlés par l'État. Dans le même temps, le modèle dominant dans la criminalité organisée russe a évolué, passant d'un modèle caractérisé par des hommes de main violents qui exerçaient le contrôle sur les activités criminelles à un modèle « d'hommes d'affaires criminels », beaucoup plus ancré dans l'économie légale.

Les réseaux criminels russes ont une empreinte mondiale. Leur rôle principal au niveau international est celui de « prestataires de services » pour l'économie criminelle mondiale (fournissant des biens illicites tels que des armes à feu et des services illicites) et d'entrepreneurs criminels, plutôt que de prendre le contrôle de territoires à l'étranger comme le font les groupes mafieux. Dans certains cas, le Kremlin a eu recours à des réseaux criminels pour poursuivre ses intérêts à l'étranger.

Ces caractéristiques sont bien présentes en Afrique. Bien que certains individus du type « entrepreneurs violents » caractéristique de l'ère post-soviétique soient apparus sur le continent, en particulier en Afrique du Sud dans les années 1990, l'empreinte criminelle russe a été depuis principalement marquée par des entrepreneurs individuels, plutôt que par la transplantation en bloc de groupes mafieux. C'est le cas de Viktor Bout, un trafiquant d'armes notoire, et de Konstantin Yaroshenko, un trafiquant de cocaïne, qui ont tous deux regagné la Russie après avoir été emprisonnés aux États-Unis, dans le cadre d'un échange de prisonniers. D'autres entrepreneurs criminels russes de premier plan ont également opéré au Kenya.

Il existe également d'autres sources de flux illicites liés à la Russie vers l'Afrique. Au cours de

cette recherche, la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) a obtenu la preuve que des armes produites par l'État russe et liées à l'exportateur public d'armement Rosoboronexport étaient transportées vers le Soudan du Sud via le Kenya et l'Ouganda, en violation des régimes de sanctions.

Les intérêts commerciaux et politiques russes en Afrique

De la même manière que le crime organisé russe a évolué dans ses relations avec l'État russe au cours des trois dernières décennies, les relations entre le secteur des affaires russe et l'État ont également changé. Sous l'administration de Poutine, les oligarques et autres hommes d'affaires politiquement connectés sont devenus plus dépendants de l'État pour maintenir leur pouvoir et leur richesse. De ce fait, des intérêts économiques a priori privés sont devenus des outils de la politique étrangère russe.

Le groupe Wagner peut être considéré comme un exemple extrême d'une entité ostensiblement privée utilisée (ou, dans ce cas, littéralement militarisée) pour servir les objectifs de politique étrangère du Kremlin. Certains oligarques dont les intérêts commerciaux se situent en Afrique, tels qu'Oleg Deripaska et Konstantin Malofeyev, ont également été accusés d'agir pour le compte du Kremlin (et soumis à des sanctions par les pays occidentaux).

En réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays occidentaux ont imposé des sanctions à large portée à l'encontre des institutions financières russes, des entreprises publiques russes et des hommes d'affaires russes qui sont perçus comme travaillant pour le régime de Poutine. Ces sanctions ont un impact sur la manière dont les intérêts économiques liés à la Russie opèrent en Afrique. Les sanctions généralisées imposées aux institutions financières russes, y compris leur suspension des systèmes de paiement internationaux tels que SWIFT, perturbent une part importante des relations commerciales de la Russie avec l'Afrique, puisque la grande majorité du commerce international de l'Afrique (y compris vers la Russie) se fait en dollars ou en euros. Les sanctions ciblant particuliers et entreprises ont contraint nombre d'entre eux à rechercher d'autres voies pour l'export et d'autres moyens de faire des affaires.

En réponse à cette situation, la Russie exerce une influence politique en Afrique afin d'encourager l'adoption de pratiques commerciales qui contournent les sanctions. Wagner joue un rôle central pour renforcer cette influence politique. L'activité du groupe dans les économies illicites peut également être considéré comme une réponse aux sanctions occidentales, visant à développer des voies alternatives pour le transport des ressources vers la Russie.

Études de cas : les opérations de Wagner en Afrique

Les études de cas par pays présentées dans le rapport principal décrivent et analysent les activités de Wagner en Afrique et les situent dans chaque pays en utilisant le modèle tripartite, qui illustre la stratégie de Wagner ci-dessus.

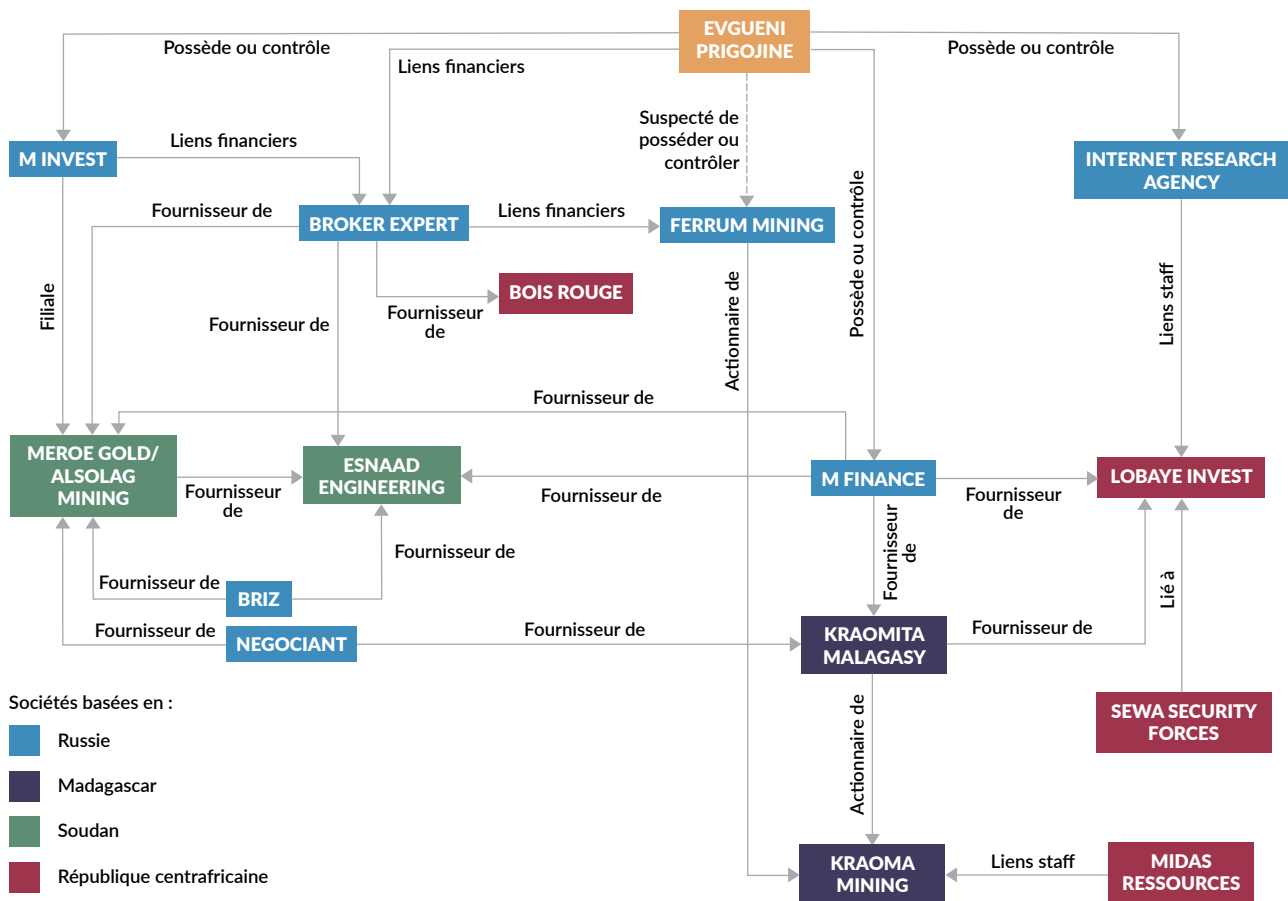


FIGURE 2 Réseau des sociétés du groupe Wagner.

Note : Les informations incluses dans ce graphique ont été tirées de diverses sources, notamment de données commerciales, de rapports d'actualité, de recherches d'ONG et de ressources gouvernementales identifiant les entités sanctionnées. De ce fait, ce schéma est uniquement destiné à démontrer les liens entre des personnes et des entités qui semblent interdépendantes, sur la base d'informations disponibles dans le domaine public. L'identification d'une personne ou d'un parti spécifique ne signifie pas que ce parti ou entité a commis un acte répréhensible. Des descriptions plus complètes figurent dans le corps du rapport.

Les partenariats étatiques de Wagner les plus étroits: République centrafricaine et Soudan

En RCA et au Soudan, les entités Wagner se sont solidement implantées, développant une influence politique de taille, des intérêts commerciaux étendus et un rôle de mercenaire.

La RCA est l'exemple le plus avancé du modèle économique de Wagner en Afrique, au point que ses interventions pourraient être décrites comme une capture de l'État. En échange de l'accès aux ressources naturelles, principalement les diamants et l'or, Wagner a fourni au Président Faustin Archange-Touadéra un soutien militaire et politique, qui s'est avéré essentiel pour maintenir sa présidence en difficulté face à l'assaut des groupes rebelles. La dépendance militaire de l'administration centrafricaine vis-à-vis de Wagner se traduit par un rôle politique très influent pour l'organisation mercenaire.

La présence de Wagner dans l'économie de la RCA a pris des dimensions importantes par le biais de sociétés liées à Prigojine, notamment Lobaye Invest, Midas Ressources et Bois Rouge,

dont les activités principales sont dans le secteur minier et l'exploitation forestière. Ces sociétés se sont vu accorder un accès aux ressources naturelles par le gouvernement centrafricain, souvent en expropriant les droits existants accordés à d'autres sociétés. Les contingents de Wagner ont fourni l'assistance nécessaire pour défendre ces intérêts économiques.

Wagner a de même renforcé sa puissance économique au Soudan en coopérant avec l'élite militaire du pays. Le groupe maintient une présence militaire au Soudan depuis la fin de l'année 2017. Contrairement aux intérêts économiques diversifiés observés en RCA, au Soudan, les entreprises liées à Wagner se concentrent sur le secteur de l'or. Wagner a tiré parti de ses relations avec des membres de l'armée soudanaise pour profiter de concessions minières (par le biais des sociétés M Invest et Meroe Gold, liées à Prigojine) et du trafic d'or à grande échelle. Comme en RCA, Wagner a également fourni un soutien politique crucial. Les campagnes de désinformation visant les utilisateurs soudanais des réseaux sociaux font partie intégrante de leurs tactiques depuis 2017.

Engagement principalement mercenaire : Mozambique, Mali et Libye

La présence de Wagner au Mozambique, au Mali et en Libye est principalement d'ordre militaire. Contrairement à la RCA ou au Soudan, le groupe mercenaire n'a pas, pour diverses raisons, développé le même niveau d'engagement économique ou d'influence politique. Au Mozambique, les contingents de Wagner ont subi une honteuse défaite et se sont retirés quelques mois seulement après leur arrivée. En Libye, bien que Wagner ait une présence robuste depuis 2019, des facteurs liés au paysage politique fracturé de la Libye et à la nature de ses ressources ont empêché Wagner de développer une vaste empreinte économique. Au Mali, l'intervention de Wagner n'en est qu'à ses débuts, et s'il est probable que le groupe négocie l'accès aux ressources minières du pays (comme au Soudan et en RCA), son contrôle sur les sites miniers n'a pas été confirmé.

Engagement politique et économique : Madagascar et ailleurs

Si Wagner s'est engagé militairement dans cinq pays africains, ses opérations politiques couvrent une partie bien plus importante du continent. Les techniques utilisées par les groupes politiques liés à Wagner comprennent des campagnes de désinformation et d'influence sur les réseaux sociaux, parfois utilisées pour amplifier les médias soutenus par Wagner. Comme mentionné plus haut, ces techniques ont été largement utilisées au Soudan et en RCA. D'autres techniques incluent l'utilisation de groupes d'observation électorale politiquement biaisés pour promouvoir l'influence pro-Kremlin.

Madagascar est un exemple clé où de telles stratégies politiques semblent avoir été déployées par Wagner dans un but de profits économiques. Comme cela avait été largement rapporté à l'époque, un groupe de stratèges politiques russes était arrivé à Madagascar durant la campagne électorale présidentielle de 2018 et offrait de financer certains candidats. Ces stratèges auraient été financés par Prigojine et cherchaient à promouvoir les candidats de leur choix en échange d'un accès aux ressources minières. Madagascar se tourne désormais vers ses prochaines élections présidentielles en 2023. Certaines sources suggèrent que les agents de Wagner cherchent à nouveau à soutenir des candidats lors des prochaines élections.

Nouvelles frontières et corridors logistiques : Burkina Faso, Kenya et Cameroun

L'influence de Wagner s'étend au-delà des pays où ils ont établi des opérations militaires, économiques et politiques. En 2022, certains signes ont montré que plusieurs autres pays africains, comme le Burkina Faso, cherchaient à se rapprocher de la Russie, et Wagner a entamé de courtiser ces pays. D'autres pays semblent jouer un rôle dans l'écosystème de Wagner comme centres logistiques et de transport pour soutenir les opérations dans d'autres pays. Douala, au Cameroun, a été identifiée comme un centre de cette nature, et Nairobi semble jouer un rôle similaire. Nos recherches au Cameroun suggèrent que le pays n'est pas seulement utilisé par Wagner comme une plateforme logistique, mais qu'il est également une cible potentielle pour un engagement militaire et économique futur. Certains signes avant-coureurs, qui ont précédé l'intervention de Wagner dans des pays comme le Soudan et la RCA, sont actuellement détectables encore plus loin, ce qui pourrait indiquer une influence russe croissante avec, à terme, un déploiement éventuel de mercenaires.

Conclusion et recommandations

En quelques années, Wagner est devenu le principal moyen d'engagement entre la Russie et l'Afrique, et le groupe est un exemple de la convergence du crime, des affaires et de la politique dans la projection de la Russie en Afrique. L'empreinte croissante du groupe n'est qu'un élément, certes très important, de l'engagement croissant de la Russie en Afrique en matière de politique étrangère.

Comme ce rapport vise à le montrer, certaines des caractéristiques de Wagner (son rôle dans les économies licites et illicites, ses opérations dans le domaine militaire et sécuritaire, et ses liens avec la scène politique russe) sont similaires à celles des réseaux criminels russes actifs en Afrique au cours des décennies précédentes. La désignation par les Etats-Unis de Wagner comme organisation criminelle transnationale s'avère être une caractérisation adéquate de la manière dont Wagner opère dans le monde.

De même, comme le montrent les études de cas, le groupe Wagner et son dirigeant, Evgueni Prigojine, personnifient la relation symbiotique entre les hommes d'affaires russes politiquement connectés et l'État. Dans le contexte de ses opérations en RCA, en particulier, l'engagement diplomatique et militaire de l'État russe et les opérations du groupe Wagner semblent avoir fonctionné de concert.

Pour ce qui est de l'avenir, il semblerait que Wagner cherche à s'implanter dans de nouveaux territoires en Afrique, alors même que certaines de ses troupes sont amenées à soutenir la guerre de plus en plus longue que mène la Russie en Ukraine. Compte tenu de l'effet corrosif que les opérations de Wagner ont sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, il s'agit d'un risque considérable pour la sécurité future de l'Afrique.

En réponse à ces éléments, nous formulons les recommandations suivantes :

- Les pays occidentaux devraient revoir les approches actuelles en matière de sanctions à l'égard du groupe Wagner afin de s'assurer que tous les outils disponibles sont utilisés. Les régimes de sanctions visant à réduire la criminalité transnationale organisée, les violations des droits de l'homme et la corruption peuvent être utilisés contre Wagner et ses facilitateurs en Afrique.

- Les pays occidentaux devraient renforcer leurs relations avec les partenaires africains afin de contrer la présence croissante du groupe Wagner et, plus largement, l'influence politique malveillante de la Russie, en plein essor sur le continent. Cette approche devrait cibler en particulier les pays jugés susceptibles de collaborer avec le groupe Wagner, sur le plan politique ou militaire, dans un avenir proche. Les pays occidentaux peuvent également envisager une coopération plus étroite avec les pays dans lesquels Wagner dispose de voies d'approvisionnement logistique, afin d'encourager la mise en œuvre de sanctions contre ceux qui facilitent les activités de Wagner.
- La stratégie du groupe Wagner en Afrique a trois dimensions, incluant des opérations militaires, une stratégie politique et des projets économiques. En plus de perturber l'activité économique de Wagner par des sanctions ciblées, la communauté internationale devrait s'efforcer de contrer la désinformation poussée par les groupes politiques liés à Wagner.
- Les organisations de la société civile et les groupes de journalistes d'investigation sont parmi les sources les plus influentes qui documentent les abus et les activités criminelles perpétrés par le groupe Wagner. Cependant, ils le font souvent en prenant un très grand risque personnel. La communauté internationale devrait soutenir, protéger et donner les moyens aux organisations de la société civile de poursuivre ce travail vital.
- Les banques et les institutions financières doivent faire preuve d'une diligence proactive, en identifiant et en gelant les comptes liés à des entités sanctionnées, et en effectuant des contrôles de sécurité renforcés sur les personnes et les entités opérant dans les régions et les secteurs où il est avéré que Wagner est actif, afin de s'assurer qu'elles ne s'exposent pas au risque de blanchiment d'argent, de corruption et de contournement des sanctions. Les entreprises actives dans des secteurs tels que le commerce de l'or et des diamants, qui opèrent dans des pays où Wagner est présent, doivent également exercer une stricte diligence afin de s'assurer que des biens et des financements provenant d'entreprises liées à Wagner ne pénètrent pas sur les marchés internationaux.
- En octobre 2021, un groupe d'experts des Nations Unies a appelé le gouvernement de la RCA à mettre fin à ses relations avec le groupe Wagner, en raison des « violations graves et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire international commises par le groupe, notamment les détentions arbitraires, la torture, les disparitions et les exécutions sommaires... ».

Étant donné que ce comportement a non seulement continué sans interruption, mais qu'il a également été répliqué plus récemment dans d'autres pays, notamment au Mali, nous appuyons cette recommandation et l'étendons à tous les gouvernements africains entretenant une relation militaire avec le groupe Wagner, même s'il est peu probable que ces gouvernements mettent fin à leurs partenariats avec Wagner. En plus de ceci, ces gouvernements devraient enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'activités criminelles commises par les contingents de Wagner et veiller à ce que les responsables de tout abus avéré en soient tenus responsables. Les autres pays africains devraient, par la voie de la diplomatie, encourager ces gouvernements à se séparer de Wagner et à promouvoir les enquêtes et l'action de la justice. Les pays tiers devraient, à nouveau par le biais diplomatique, encourager les enquêtes sur l'activité de Wagner, dans le cadre d'efforts plus larges visant à soutenir les droits de l'homme et l'État de droit.

- Les organes des Nations Unies devraient explorer toutes les options disponibles pour empêcher les activités criminelles et les violations des droits de l'homme perpétrées par Wagner. Les missions de stabilisation des Nations Unies au Mali et en RCA (MINUSMA et MINUSCA) devraient faire tout ce qui est permis par leur mandat pour documenter les violations du droit international commises par Wagner et les empêcher de constituer une menace pour les civils. Le groupe de travail de l'ONU sur les mercenaires a dénoncé les activités de Wagner : des enquêtes et investigations supplémentaires menées par ce groupe de travail pourraient catalyser une réponse internationale face au groupe Wagner.